

www.equilibrium-economicum.net

*Essais trimestriels (en français et en anglais) sur le thème
"penser autrement l'économie"*

No. 63 – septembre 2014

Demi-tour à Paris

ANGUS SIBLEY

ANGUS SIBLEY (postmaster@equilibrium-economicum.net) est l'auteur de *The 'poisoned spring' of economic libertarianism* (PAX ROMANA, 2011).

Encore, un nouveau gouvernement

Le dernier remaniement de François Hollande rappelle les mésaventures de son prédécesseur François Mitterrand il y a plus de trente ans. Celui-ci a entamé des projets assez socialistes: il a nationalisé les banques françaises autant que plusieurs grandes entreprises industrielles; il a également lancé des projets étatiques gigantesques.

La plupart des projets ont été menés à terme. Entre eux sont l'Opéra Bastille, qui ressemble à une usine électronique, mais dont la sonorité est meilleure que l'apparence; la vaste Bibliothèque Nationale, richement fournie mais assez inconfortable; la refonte et l'élargissement du Musée du Louvre, bien réussis. Pourtant, les nationalisations ont été appréciées comme du champagne éventé.

Le septennat de Mitterrand s'est ouvert sur fond d'une économie française malingre. En 1982, le budget et la balance commerciale étaient dans le rouge; le taux de chômage dépassait les 8%, celui d'inflation frôlait les 10%; le franc a dû être dévalué en 1981, en 1982, et en 1983. Quelque chose devait craquer. En 1983, moins de deux ans après l'élection de Mitterrand, le renversement des nationalisations a commencé.

Les politiques socialistes de Hollande ont été bien moins drastiques que celles de Mitterrand. Les plus marquantes ont été le taux d'impôt de 75% sur les très hauts revenus, qui, même s'il s'affiche temporaire, a poussé quelques contribuables aisés à l'émigration; et la nomination du ministre de l'économie Arnaud Montebourg, qui a suivi une stratégie musclée

d'intervention dans les affaires industrielles. Ce qui a entraîné des participations étatiques majeures dans Peugeot Citroën et dans Alstom.

A la mode, ou foutu

Les entrepreneurs se fâchent de telles démarches démodées. Et, dans un monde aux frontières ouvertes, on ne peut se permettre de les fâcher. Qu'ils soient français ou étrangers, si les stratégies économiques du gouvernement français leur déplaisent, ils vont déménager leur capital et leurs affaires. Tout récemment, Henri de Castries, PDG du géant de l'assurance AXA, a remarqué que *chez AXA, quand on développe de nouvelles activités, Londres est souvent plus attractive que Paris*,¹ puisque, outre-Manche, les salariés hautement qualifiés sont moins lourdement imposés.

Voilà un exemple de ce qui se passe depuis plusieurs années, de ce qui explique, en partie, l'impossibilité actuelle française de renouer avec la reprise et la croissance. Les économistes nous assurent que la mobilité libre mondiale du capital, des biens et des personnes est une chose merveilleuse. Mais elle signifie qu'un pays comme la France, ou même un continent comme l'Europe, ne peut guère se permettre des politiques qui sont désapprouvées dans le grand monde extérieur. Nous sommes tous obligés de suivre la mode mondiale.

Ainsi, le nouvel équipe hollandais devra éliminer, aussitôt que possible, ces éléments de l'économie française qui déplaisent au monde international des affaires. Par exemple, le plan de plafonnement des loyers de la loi Duflot, adoptée en mars; ceci décourage l'investissement dans l'immobilier locatif, et donc la construction de tel immobilier neuf. Les métiers du bâtiment sont entre les plus déprimés de la France actuelle, malgré la carence répandue du logement et les taux exceptionnellement bas des crédits immobiliers. Donc, on va ranger le plan de plafonnement, sauf pour quelques essais dans certains quartiers de Paris.

Emmanuel Macron devra sans doute sabrer de nouveau dans les dépenses des collectivités locales et de la Sécurité sociale, bien que les mairies devraient dépenser plus sur la construction et sur les transports, et bien que l'austérité crée plus de chômage, que la Sécu doit indemniser. Il devra sans doute s'attaquer une fois de plus aux 'rigidités du marché du travail', afin qu'il soit plus simple d'embaucher – et de licencier à volonté.

Les désagréments de la flexibilité

Malheureusement, le 'marché flexible du travail' est trop souvent un mauvais marché pour les travailleurs. En Grande-Bretagne et aux Etats- Unis, où le chômage a décri, bien des nouveaux boulots sont à temps partiel ou assez précaires. Pour avoir plus d'emplois, nous devons accepter de pires emplois. Mais cela a toujours été un problème des économies libéralisées, où l'appétit des consommateurs pour des prix bas l'emporte sur le besoin des travailleurs d'emplois bons et stables. On raconte que les derniers mots de l'ultralibéral Frédéric Bastiat (1801 – 1850) furent: *il est nécessaire de considérer l'économie du point de vue des consommateurs*. Peu importait, pour lui, le point de vue des travailleurs.

Comme Adam Smith l'a expliqué,² la course compétitive aux prix bas est nuisible pour les travailleurs. Nous ferions mieux de mettre un plancher sous les prix et jouer la concurrence plutôt sur la qualité des biens et des services. Cela entraînerait plus d'emplois.

L'ogre de la déflation

Mais nous, les seuls Français, ou nous, les seuls Européens, ne pouvons faire ce tournant. Il n'est possible qu'au sein d'un changement mondial des attitudes. Ce qui serait peut-être prévisible. Depuis longtemps nous sommes obsédés par la lutte contre l'inflation; cela explique en partie notre acharnement d'aiguiser la concurrence, pour ainsi édulcorer les prix – ou, au moins, repousser l'inflation. Pourtant, nous commençons enfin à nous inquiéter des problèmes de la *déflation* (chute des prix). Celle-ci est mauvaise, puisqu'elle ralentit nos achats. Pourquoi acheter aujourd'hui quand, le mois prochain, ça coutera probablement moins cher? Cette attitude nourrit la récession.

D'ailleurs, dans notre âge de dettes excessives, il y a pire. La déflation aggrave la difficulté de rembourser les dettes. Celle-là réduit les prix et les revenus; mais nos dettes ne se dégonflent pas, à moins que l'on ne fasse banqueroute. Ainsi, nous devons rembourser les mêmes montants avec moins de revenus.

Normalement, un banquier central qui regretterait trop peu d'inflation serait presque aussi impensable qu'un cardinal qui autoriserait une IVG. Car, pour nos surveillants financiers, l'inflation est proche du péché mortel. Ils sentent l'obligation primordiale de l'écraser. Mais écoutez...

Nous voyons des risques accrus de déflation, ce qui pourrait être désastreux pour la reprise...la déflation est l'ogre qu'il nous faut combattre décisivement. (Christine Lagarde, directrice générale du FMI, 15 janvier 2014).

L'inflation chroniquement basse pose une menace plus immédiate à l'économie américaine que la hausse des prix. (Janet Yellen, présidente de la Réserve fédérale des Etats-Unis, le 16 avril 2014).

Les expectations d'inflation se montrent en baisse à tous horizons... nous nous tenons prêts à ajuster même plus notre politique. (Mario Draghi, président de la Banque centrale européenne, le 22 mai 2014).

Il paraît que l'on aperçoit enfin, aux plus hauts niveaux, que notre obsession de la baisse concurrentielle des prix a été poussée trop loin, au point où désormais elle nous endommage plus qu'elle ne nous aide. En effet, nous avons besoin d'un peu plus d'inflation, pour nous encourager, en tant qu'individus ou que gérants d'entreprise, d'ouvrir nos portefeuilles et dépenser, maintenant que les prix sont bas. N'en déplaise aux puritains, trop d'austérité nous est nuisible.

Tout récemment, La Fédération des entreprises de commerce et de distribution a prôné la suppression des publicités *comparateurs de prix*. Ces comparaisons sur la télé, dans la presse et sur internet *participent à l'ambiance générale de guerre des prix*. La solution serait que tout le monde y renonce, ainsi dicit le délégué général de la Fédération, Jacques Creyssel.³ La guerre des prix peut sembler une bonne chose pour nous, les consommateurs. Mais nous ne sommes pas que des consommateurs; certains d'entre nous travaillent dans les magasins, ou dans la production des fruits, légumes, pain, viandes, poissons... Les guerres des prix mettent tous ceux sous pression, élaguant leurs salaires et conditions de travail, et en mettant quelques-uns au chômage. Nous avons des problèmes pareils dans les autres secteurs de l'économie. *Pour nous dorloter en tant que consommateurs, nous nous malmenons en tant que travailleurs*. Et ce jeu de dupes nous traîne dans une morosité chronique.

Libérons-nous des hydrocarbures

Que faire des actuels dirigeants russes et de leur conduite répréhensible en Ukraine? Les sanctions peuvent les incommoder, mais risquent de jouer le jeu des xénophobes russes, qui raisonnent que l'Occident essaie toujours d'humilier la Russie. Pour réduire le potentiel poutinien d'attiser des troubles futurs, la meilleure méthode serait d'amaigrir le portefeuille russe en ne plus dépendant de ses hydrocarbures. La Russie gagne plus de 70% de ses revenus⁴ d'exportation à partir du pétrole et du gaz. Et en tout état de cause, nous devrions en consommer moins, afin de limiter la pollution et le changement climatique.

L'économie orthodoxe nous enseigne de répondre aux 'signaux de prix' en toujours achetant notre énergie, comme toutes autres choses, là où nous pouvons l'acheter le moins cher. Mais la sagesse géopolitique nous dit qu'il est imprudent de se laisser dépendre des fournisseurs dans des pays inamicaux ou hostiles; le souci écologique nous enseigne qu'il faut cesser de déranger notre climat en brûlant des hydrocarbures; la science médicale nous met en garde contre le moteur diesel, dont les fumées sont une cause du cancer du poumon, une des formes les moins traitables de cette maladie.

Ainsi, l'Europe a besoin d'un programme pour développer, au plus vite et à la plus vaste échelle possible, la génération non-polluante de l'électricité et les transports électriques. Cela entraînerait de gros projets d'investissement, qui abaisseraient le chômage. Vous dites que les gouvernements ne peuvent le faire, puisqu'ils sont déjà trop endettés? Alors le secteur privé devra le faire. Dans une réunion du 2 septembre, Ulrich Grillo, président de la confédération patronale allemande, a observé qu'il y a assez d'argent. Il faut l'utiliser. C'est aussi une question de confiance; et Angela Merkel a commenté que ce qu'il faut, c'est orienter le capital privé dans les bonnes directions.⁵ A présent, les grandes entreprises ont tant de liquidité en caisse qu'elles avalent des obligations étatiques qui ne rapportent quasiment rien – ou même qui rapportent moins de rien! Aujourd'hui, si vous achetez des obligations de l'état français à dix ans d'échéance, vous aurez un rendement de moins de 1,5%.

Si vous achetez des bons du Trésor de court terme, vous n'aurez aucun rendement, vous devrez même payer (un petit peu) pour les détenir. Le taux d'intérêt est *négatif*! Pourquoi donc les trésoriers des entreprises achètent-ils de tels bons? Or, s'ils ne veulent pas dépenser leurs liquidités, ils doivent les placer quelque part. Dans la banque, le rendement des dépôts est presque nul, et les dépôts de grande échelle ne sont pas protégés par la garantie des dépôts. On pourrait gaver ses coffres-forts de billets de 500 euros; mais il faudrait peut-être acheter de nouveaux coffres-forts et dépenser beaucoup pour le transport sécurisé des billets de banque.

L'erreur de trop thésauriser

Aristote a considéré que l'argent fût stérile et incapable de 'se reproduire', donc que le paiement d'intérêt fût contre la nature.⁶ Aujourd'hui, sauf dans le monde musulman, cette opinion est généralement considérée comme archaïque et erronée. Pourtant, l'argent est bel et bien stérile, tant que l'on n'en fait pas d'usage productif ou rentable. Donc, il est logique que l'argent oisif ne rapporte aucun intérêt. Les taux de rendement zéro ou négatifs sont

des symptômes de la thésaurisation improductive du capital, ce qui est économiquement et socialement malsaine. Car elle implique la déficience de la dépense, ce qui entraîne le chômage et entrave la reprise.

Pourtant, les gouvernements européens ont la possibilité d'imposer une grande augmentation de l'investissement dans l'énergie renouvelable. Il suffirait d'insister que les utilisateurs de l'huile et du gaz en réduisent leur consommation d'une marge importante chaque année jusqu'à 2025 ou 2030. Bien entendu, les industries qui utilisent ces combustibles crieront à tue-tête que *cela va ruiner notre compétitivité vis-à-vis les pays non-européens*. Le dogme de la compétitivité frappe encore une fois! Mais l'Union européenne peut d'ailleurs imposer des tarifs à l'importation depuis les pays qui persistent à polluer. Et en utiliser le produit pour aider les exportateurs européens.

Les eurosceptiques vont me haïr! Mais que souhaitent-ils? Des troubles récurrents en provenance des régions à l'est de Suez ou de Kiev? De la dégradation climatique continue? De la pollution persistante de notre atmosphère? De la stagnation européenne sans fin?

¹ Henri de Castries, *Le Monde* du 27 août 2014.

² Dans *La Richesse des Nations* (tome I, chap. 10, partie 2), Smith a plaidé pour la suppression des guildes et maîtrises, qui restreignaient la concurrence. *Cela diminuerait les profits des maîtres artisans et également les gages de leurs ouvriers. Les métiers, les artisanats seraient tous perdants. Mais le public serait gagnant, les produits de tous les artisans arrivant ainsi beaucoup moins chers sur le marché.*

³ Jacques Creyssel, entretien dans *Le Monde* du 2 juin 2014.

⁴ Chiffres de 2012 depuis *United States Energy Information Administration*, voir www.eia.gov/countries/cab.cfm?fips=RS

⁵ Rapport dans *Le Monde* du 6 septembre 2014.

⁶ Aristote, *Politique*, livre I, chap. 10 (1258b).